

N° DP 24/754

DECISION DU PRESIDENT

AVENANT N°1 AU MARCHÉ 73RL23 - PRESTATION DE GESTION DU HAUT DE QUAI DU POLE DE VALORISATION SIS A LA VALETTE-DU-VAR

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article R2194-7 du Code de la Commande Publique indiquant que le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit le montant, ne sont pas substantielles,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le marché ordinaire n°73RL23 attribué à LVD ENVIRONNEMENT pour une durée de 5 ans ferme,

VU le projet d'avenant n°1, ci-annexé,

CONSIDERANT que l'article 9.2 du CCAP fait apparaître une contradiction dans sa rédaction entre le Code ICMO3 et le libellé de ce même indice,

CONSIDERANT qu'il convient de modifier l'article 9.2 du CCAP pour prendre en compte les indices suivants dans la formule de révision :

Code	Libellé
ICMO3	Indice du Coût de la main d'œuvre - Collecte des ordures ménagères (charges comprises) - Salaires et charges des autres industries
ICHT-IME	Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) – Base 100 en décembre 2008. Identifiant : 001565183.

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER l'avenant n°1 du marché 73RL23.

ARTICLE 2

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2024 (et suivants), opération 2384, article 611, service DGDCV.

La présente Décision sera

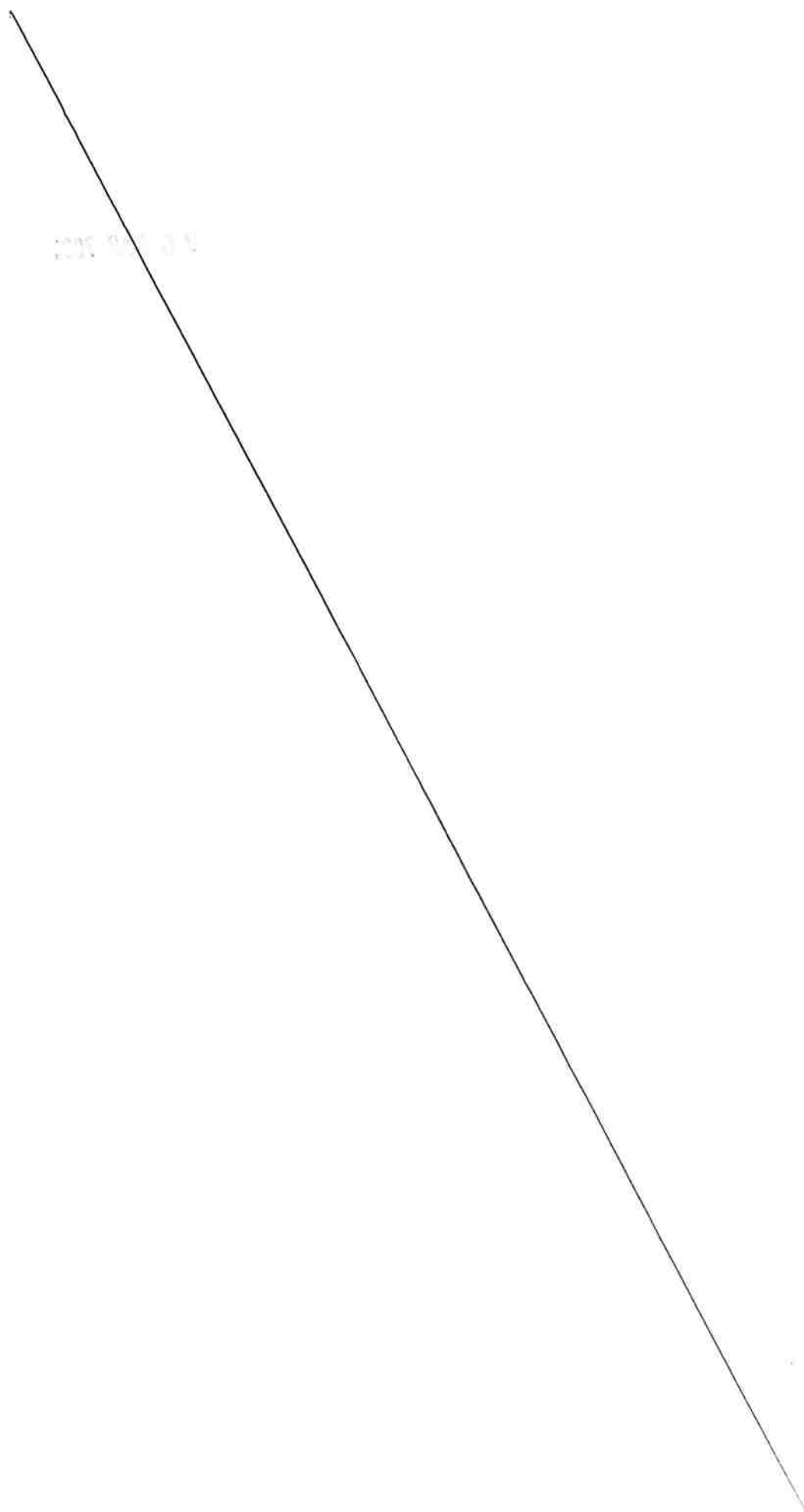
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **26 AOUT 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





2005 04 09

MARCHE N°73RL23

23SERV07 - PRESTATION DE GESTION DU HAUT DE QUAI DU POLE DE VALORISATION SIS A LA VALETTE-DU-VAR AVENANT N° 1

A - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE MARCHE

Etablissement Public :	Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président en exercice ;
Direction :	Direction de la Collecte et de la Valorisation des Déchets et du Développement Durable
Service :	Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés
Titulaire initial du marché ordinaire :	LVD Environnement représentée par Monsieur Benjamin VIVES.
Date de notification :	16/10/2023
Objet du marché :	Prestation de gestion du haut de quai du pôle de valorisation sis à La Valette-du-Var
Durée du marché :	5 ans ferme
Montant du marché :	1 320 000 € H.T.

ENTRE LES SOUSSIGNES

Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président, agissant au nom et pour le compte de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

D'une part,

Et

Monsieur Benjamin VIVES agissant au nom et pour le compte de LVD Environnement.

IL A ETE ENTENDU ET CONVENU CE QUI SUIT :

B - OBJET DE L'AVENANT

Article 1 : Correction d'une erreur matérielle

L'article 9.2 du C.C.A.P. « Modalités de variation des prix » fait apparaître une contradiction dans sa rédaction entre le code de l'index de référence ICMO3 et le libellé de ce même index : « *Indice de chiffre d'affaires – Marché intérieur et export – Collecte de déchets (NAF rév. 2, niveau groupe, poste 38.1) – Série mensuelle brute – France – Base 100 en 2015 – Identifiant 010540557* ».

Par conséquent il convient de modifier l'art 9.2 du CCAP comme suit :

Les prix sont révisés semestriellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$Cn = 0.85 \text{ ICMO3}(n)/\text{ICMO3}(0) + 0.15 \text{ ICHT-IME } (n)/\text{ICHT-IME}(0)$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.

- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).

- Index (0) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence publiés par le Moniteur ou l'INSEE sont les suivants :

Code	Libellé
ICMO3	Indice du Coût de la main d'œuvre - Collecte des ordures ménagères (charges comprises) - Salaires et charges des autres industries
ICHT-IME	Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) – Base 100 en décembre 2008. Identifiant : 001565183.

Le titulaire considéré présentera les prix révisés accompagnés des éléments justificatifs selon les modalités de l'annexe E du décret 2016-33 du 20 janvier 2016 des pièces justificatives et des modalités de calcul.

Le titulaire produira lors de la remise de la facture l'état liquidatif des révisions de prix. Ce document comprendra :

- La référence du marché, le cas échéant des avenants et décisions de poursuivre,
- Le mois d'exécution de la prestation faisant l'objet de la révision de prix
- Le montant HT des différentes sommes faisant l'objet de la révision de prix
- Le(s) coefficient(s) de révision accompagnés des calculs ayant permis sa (leur) détermination
- Le taux et le montant de TVA sur actualisations et/ou révisions
- Le montant TTC de la (des) revalorisation(s)

Variation du coefficient de révision de Prix :

« Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques, et pour s'assurer que la formule de révision demeure bien représentative des coûts réels, la structure de la formule de révision, devra être soumise à réexamen sur l'initiative de l'une ou l'autre partie, si l'application de la formule de révision fait apparaître une variation de plus de 10 % entre 2 révisions.

Dans l'hypothèse où l'application de(s) l'indice(s) de révision viendrait à faire dépasser le seuil de 10 %, la collectivité engagerait une discussion pour trouver un changement d'indice applicable permettant de rester dans cette limite.

Le titulaire sera tenu de produire les justifications nécessaires de l'impact de ces modifications. Les dispositions initiales resteront en vigueur jusqu'à l'accord des parties sous forme d'une modification du contrat dans les conditions de l'article R2194-1 du code de la commande publique ».

Article 2 : Incidence financière- Correction d'une erreur matérielle

Le présent avenant n°1 n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché ordinaire.

Article 3 : Délais

Le présent avenant n°1 n'a pas d'incidence sur les délais.

Article4 : Application des clauses du marché ordinaire modifié

Toutes les clauses du marché public ordinaire initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant n°1, lesquelles prévalent en cas de différence.

C – SIGNATURES

Fait à Toulon, le

Pour la Métropole Toulon Provence
Méditerranée
Pour le Président et par délégation
Le Directeur général adjoint des services

Claude WEISSE

Pour LVD Environnement

Benjamin VIVES

**BENJAM
IN VIVES** Signature
numérique de
BENJAMIN VIVES
Date : 2024.08.01
11:23:32 +02'00'